

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{me} ANNEE — N° 132

Du 31 juillet au 3 septembre 1972

LE NUMERO :

0,80 F

Les nationalisations dans la perspective politique du PCF

La conception de l'Etat, de sa nature et de sa fonction se trouve à la base de la question des nationalisations. C'est une question clé du marxisme que l'affirmation de la nature de classe de l'Etat, trique dans les mains de la classe dirigeante contre la classe opprimée. C'est justement pourquoi, dès le début, tous les types d'opportunisme se sont acharnés à déformer la juste conception marxiste. Ces déformations se ramènent à deux types: ou bien on préconise la « conquête » pacifique, électorale et démocratique de l'Etat bourgeois, ou bien on refuse par principe tout pouvoir d'Etat considéré comme maléfique. Ces deux visions se rejoignent en ce qu'elles escamotent le rôle réel de l'Etat.

La première est celle du réformisme; elle s'exprime avec une remarquable invariance à travers les déviations successives du mouvement ouvrier, dont la dernière est l'opportunisme stalinien. Ce qui fait toute l'importance de la revendication des nationalisations, c'est qu'elle est le véhicule de la mystification réformiste sur la question de de l'Etat.

La preuve en est une nouvelle fois administrée par l'énorme campagne menée par le P. C. F. pour les nationalisations. Lui-même souligne la liaison entre nationalisations et pouvoir d'Etat: « Nationaliser » ne suffit pas, tout dépend de qui dirige l'Etat. La nationalisation est un instrument incomparable de rationalité économique, mais cet instrument ne peut pas, par lui-même, opérer; ses aptitudes, ses capacités ne peuvent pleinement se manifester que dans le cadre d'une orientation générale de l'économie et dans des conditions politiques démocratiques. L'objectif n'est pas de nationaliser — en soi — mais de réaliser des nationalisations démocratiques. » (Nationalisations et gestion démocratique, p. 33).

La véritable question est la suivante: « Réaliser des nationalisations démocratiques, c'est permettre à des travailleurs de commencer à contrôler l'orientation de la production et la répartition de ce qui est produit » (p. 63). Il y aurait ainsi « des rapports nouveaux entre l'Etat et les hommes: l'Etat démocratique tendrait à devenir de plus en plus "l'Etat du citoyen et du producteur". Initiative populaire et pouvoir démocratique ne s'opposent pas, mais au contraire prenant appui l'un sur l'autre ». (France Nouvelle, 1361, 14 décembre 1971).

Ainsi, derrière la nationalisation, conçue comme participation des travailleurs à la gestion, transparaît la conception idéaliste bourgeoise de l'Etat des citoyens, ciment de la nation. C'est là l'idée essentielle: les nationalisations démocratiques vont instaurer de nouveaux rapports entre l'Etat et les hommes. Dès lors, comment craindre que l'Etat soit oppressif alors qu'il est proposé de donner à chacun la possibilité d'intervenir de façon responsable et efficace dans les choix qui décident de son avenir et de l'avenir national? » (France Nouvelle).

Le marxisme démontre que l'Etat réalise justement l'oppression d'une classe sur une autre, et que dans le système capitaliste il est le comité de gestion des intérêts de la bourgeoisie, radicalement opposés à ceux du prolétariat, l'arme de l'oppression de la bourgeoisie

sur le prolétariat. Faire croire que la forme démocratique, qui est, ainsi que l'expliquait Lénine, la meilleure forme de la dictature de classe de la bourgeoisie, modifie la nature de l'Etat, cela a pour fonction de mystifier le prolétariat, de lui cacher son véritable ennemi et de détourner son offensive révolutionnaire de sa tâche historique: la destruction violente de l'Etat bourgeois à l'échelle internationale et l'instauration à l'échelle internationale de son propre Etat, la dictature du prolétariat, posant ainsi les prémisses de la disparition de tout Etat avec la disparition de la nécessité qu'une classe en existe une autre. Ainsi seulement passera-t-on du gouvernement des hommes à l'administration des choses.

Les réformistes du P.C.F., en avançant la question des nationalisations, font croire que l'Etat n'est qu'un instrument technique qu'on peut orienter dans différentes directions: pacifistes, ils condamnent la violence de classe du prolétariat; champions de la démocratie, ils aident au renforcement de l'Etat bourgeois et au maintien de l'ordre capitaliste.

Dans le cadre de la nation et de l'Etat bourgeois, les nationalisations ne changent rien au caractère capitaliste de l'économie. Mieux, elles accélèrent la concentration qui est l'évolution normale du capital. Engels le soulignait dans l'Anti-Dühring: « Mais ni la transformation en sociétés, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste; l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble. »

Lorsque les communistes contrôleront l'économie, ils auront d'abord détruit l'Etat bourgeois et instauré l'Etat prolétarien qui, s'il apparaît nécessairement dans un pays donné compte tenu du développement inégal du capitalisme, est international ou n'est pas, car sinon la dictature politique du prolétariat ne saurait résister à l'emprise du marché mondial sur l'économie du pays: « De même que les ouvriers croyaient s'émanciper aux côtés de la bourgeoisie, de même ils pensaient pouvoir accomplir une révolution prolétarienne à côté des autres nations bourgeoises et à l'intérieur des frontières nationales de la France. Mais les conditions de production de la France sont déterminées par son commerce extérieur, par sa position sur le marché mondial et par les lois de ce dernier. Comment la France les briserait-elle sans une guerre révolutionnaire européenne, qui atteindrait en retour l'Angleterre, le despote du marché mondial? » (Marx, Les luttes de classe en France). Qu'aujourd'hui l'Angleterre ait été supplantée dans le rôle de despote du marché mondial par les U.S.A. ne change strictement rien au fond de la question.

Dans sa critique du programme d'Erfurt, Engels fait un sort aux relents de lassallisme dont les opportunistes du P.C.F. sont les dignes continuateurs. Au passage du programme d'Erfurt constatant « l'absence de plan qui a son fondement dans le caractère même de la production capitaliste privée », Engels réplique: « Je connais une production capitaliste comme forme de société, comme phase économique, et une production capitaliste privée » comme un phénomène qui se présente de manière ou d'autre pendant la durée de cette phase. Que signifie donc production capitaliste privée? Production par l'entrepreneur particulier, isolé? Et une telle production ne devient-elle pas déjà de plus en plus une exception? La produc-

tion capitaliste des sociétés par actions n'est déjà plus une production privée, mais une production pour le compte d'un grand nombre d'associés. Et si nous passons des sociétés par actions aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, alors ce n'est pas seulement la fin de la production privée mais encore la cessation de l'absence de plan. »

Le marxisme s'est toujours battu contre la vision réformiste qui fait du monopole privé la cause de tous les maux, et de la domination du « secteur public » la thérapeutique, en faisant abstraction de la nature de classe de l'Etat.

Au milieu du siècle dernier c'était déjà la vision d'un Louis Blanc, mal dégagé de l'idéologie bourgeoise. Critiquant surtout dans le capitalisme la concurrence, il préconisait comme remède la création d'« ateliers sociaux » dans les branches les plus importantes de l'industrie nationale, dont le gouvernement serait le fondateur et rédigerait les statuts: « Le gouvernement serait considéré comme le régulateur suprême de la production et investi, pour accomplir sa tâche, d'une grande mission » (Blanc, Organisation du Travail, 1841).

Le secteur « privé » ne serait pas supprimé, mais attiré vers les ateliers sociaux par leur réussite; « ainsi, au lieu d'être comme aujourd'hui tout gros capitaliste, le maître et le tyran du marché, le gouvernement en serait le régulateur » (p. 82). La concurrence disparaîtrait, ainsi que le besoin de conquérir à tout prix les consommateurs. « Cette révolution, si nécessaire, il est possible, facile même, de l'accomplir pacifiquement » (p. 92). La machine, une fois montée, « marcherait d'elle-même »: « l'Etat n'aurait plus qu'à surveiller l'observation des statuts comme il surveille l'exécution de toutes les lois. »

C'est la même conception de l'Etat paternel pour tous les citoyens que l'on retrouve plus tard chez Brousse (représentant

du courant possibiliste qui s'est séparé du P. O. F., le parti de Guesde): « L'Etat est l'ensemble des services publics déjà constitués. Les gouvernements en sont les directeurs autoritaires. »

C'est encore la revendication lassallienne du programme de Gotha à laquelle Marx reprochait: « Le Parti ouvrier allemand, du moins s'il fait sien ce programme, montre que les idées socialistes ne sont même pas chez lui à fleur de peau; au lieu de traiter la société présente (et cela vaut pour toute société future) comme le fondement de l'Etat présent (ou futur pour la société future), on traite au contraire l'Etat comme une réalité indépendante possédant ses propres fondements intellectuels moraux et libres. »

La mise en avant du mot d'ordre de nationalisation par les réformistes d'hier et le P.C.F. d'aujourd'hui n'a d'autre fonction que de désarmer politiquement le prolétariat; ils assurent ainsi la défense du grand capital: politiquement en renforçant l'Etat bourgeois; économiquement en préconisant une gestion moins coûteuse et plus rationnelle, permettant de développer encore plus la production. Mais « cette accumulation quantitative a déjà eu lieu et écrase l'humanité sous le poids du capital. Aujourd'hui, il faut passer directement à la révolution qualitative des forces productives, et ceci exige avant tout la rupture violente de l'accumulation quantitative » (Planification démocratique, arme du capital, "Le Prolétaire", n° 58).

Contre le mot d'ordre de nationalisation avancé par les traîtres à la classe ouvrière que sont les opportunistes staliens, les communistes appellent le prolétariat à rompre radicalement avec la bourgeoisie et à s'organiser en classe sur son programme communiste avec comme perspective la destruction violente de l'Etat bourgeois, ce qui passe inéluctablement par l'écrasement de tous ses laquais opportunistes.

LETTRE DE BELGIQUE :

Requiem pour Coopératives

Voilà près d'un siècle que se sont constituées en Belgique les coopératives socialistes et elles constituaient une des bases matérielles du parti socialiste. Ce dernier est une fédération d'organisations ouvrières d'espèces diverses: coopératives, mutualités, sociétés d'assurance-maladies, syndicats, etc. Les organisations politiques et les syndicats y sont en minorité. En 1894, le principal artisan de l'idée coopérative était Ed. Anseele (qui devint ministre après l'union sacrée). Sa popularité permit, en 1880, la constitution du « Vooruit » (En Avant!). Ce dernier existe toujours et édite un quotidien.

Même à cette époque, il existait au sein du parti socialiste une opposition à la formation des coopératives: « C'était, disaient leurs adversaires, une idée bourgeoise, préconisée pour endormir les travailleurs. Ils soutenaient aussi que, si par l'association coopérative, on parvenait à réduire le coût de la vie, les patrons, les capitalistes en profiteraient pour réduire encore les salaires déjà si misérables » ("La vie d'Anseele", par L. Bertrand).

Il est certain que l'adhésion au syndicat présuppose que le travailleur est décidé à faire des sacrifices pour un objectif commun à tous ses compagnons de travail, et l'adhésion au parti réclame une certaine prise de conscience des intérêts politiques communs au prolétariat. Par contre, l'organisation

coopérative n'exige aucune compréhension de ce genre ni sacrifice analogue, elle n'offre que des avantages matériels immédiats. Et l'on peut dire que le mouvement coopératif en Belgique a, pour ainsi dire, étouffé les autres formes d'organisation ouvrière. Ce sont les coopératives qui, en Belgique, ont dès le début pris en remorque les syndicats et les organisations politiques, et non l'inverse.

Lénine était conscient de cet état de chose, et le projet de résolution sur la coopérative, présenté par la délégation social-démocrate russe au Congrès de Copenhague en 1910, affirmait que:

« 1) Les améliorations obtenues par les coopératives demeurent très restreintes tant que les moyens de production et d'échange restent entre les mains de la classe dont l'ex-

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

RAPPORT A LA REUNION GENERALE DU PARTI

(La première partie de ce compte rendu a paru dans notre numéro 131.)

Telle est l'unique explication du retard — plus inexplicable encore apparemment — avec lequel les communistes se constituèrent en parti, après que les indépendants eussent partagé durant trois mois avec les majoritaires la scandaleuse responsabilité du gouvernement qui s'efforçait d'assurer le passage indolore, dans cette Allemagne bourgeoise, mais débordante de fermentations révolutionnaires, du régime des Kaiser au régime républicain, et de réabsorber la gigantesque poussée dont les Conseils des ouvriers et des soldats avaient été et continuaient d'être l'expression tangible. Les Conseils étaient condamnés à retomber sous l'influence dominante des indépendants et même des majoritaires, dans la mesure précisément où il n'existait pas un parti révolutionnaire, aux caractéristiques et au programme bien définis, pouvant être le catalyseur au moins de l'avant-garde ouvrière la plus combative, et se différenciant clairement de tous les autres partis, non seulement dans ses proclamations politiques, mais dans son action pratique.

Ainsi s'expliquent également les nombreuses incertitudes et hésitations qui subsistaient dans le Spartakusbund, au moment même où il quittait l'U.S.P.D. pour se constituer en K.P.D. (S), et ce, bien que les indépendants aient exclu Luxemburg et Liebknecht du congrès général des conseils qui se tint à la mi-décembre, parce qu'ils auraient été de toute évidence des hôtes gênants et dangereux dans une assemblée qui devait sanctionner la totale subordination des Conseils et de leurs organes dirigeants centraux au « Conseil des Délégués du Peuple » (c'est-à-dire, en termes moins pompeux, au Conseil des ministres de la jeune République Allemande) et l'annonce prochaine des élections pour l'Assemblée Constituante. Ainsi s'explique enfin que le nom et les militants du groupe Spartakus aient figuré aux côtés de ceux de l'U.S.P.D. dans des comités de grève et même dans des « comités révolutionnaires », de sorte que le jeune parti communiste subit le chantage de ces prétendus « cousins »

La naissance du Parti Communiste d'Allemagne

Lénine pouvait, en 1916, se demander si ce retard par rapport à la marche impétueuse des faits réels était un « hasard », et souhaiter que ce fut un hasard. Après coup, nous devons hélas affirmer que ce n'en était pas un. Dans un autre passage extraordinairement lucide, également écrit pendant la guerre, Lénine rappelait la mémorable bataille, conduite par Rosa Luxemburg en 1905-1906, qui avait amené la social-démocratie allemande à reconnaître la grève générale comme une des armes fondamentales de la lutte de classe. Mais il ajoutait qu'en temps de guerre (et ceci devait valoir également pour lui dans l'ardente période de l'après-guerre) la grève générale se transforme nécessairement en guerre civile et que, si la guerre civile implique nécessairement la grève, elle ne peut cependant s'arrêter là, mais doit aboutir à l'insurrection armée. Or la vision spartakiste est tout autre. Rien ne le montre mieux que le discours de Rosa Luxemburg au congrès de fondation du K.P.D.,

et finit par être la victime de leurs ignobles manœuvres.

Bien entendu, notre jugement critique sur le spartakisme doit être porté dans l'esprit qui était celui de Lénine lorsqu'il commentait, en octobre 1916, les thèses de Junius-Luxemburg contenues dans la brochure *La crise de la social-démocratie* : de révolutionnaires à révolutionnaires. Dans la fatale hésitation des spartakistes à rompre avec le centre, à reconnaître le lien entre le « social-chauvinisme » des majoritaires et l'« opportunisme » des indépendants, à donner « une forme complète aux mots d'ordre révolutionnaires et à éduquer systématiquement les masses dans cet esprit » (Lénine), nous devons savoir reconnaître un fait qui n'était pas *subjectif et individuel*, mais *objectif et général* : la « faiblesse » d'une gauche « enfermée de toutes parts dans l'ignoble filet de l'hypocrisie kautskyste » et soumise à la pression (ou même à la seule force d'inertie) d'un milieu hostile.

Contrairement aux bolcheviks, aucun des Spartakistes ne sut reconnaître à temps que la politique du 4 juin n'était pas seulement « le fruit des illusions des dirigeants, qui se dissipaient sous la pression aggravée des antagonismes de classes. L'expérience a montré que nous nous sommes trompés. D'abord, cette politique n'était pas seulement celle des dirigeants : il y avait derrière elle toute une catégorie de travailleurs qui ne voulaient pas autre chose que les dirigeants. Et ce serait une fatale illusion de vouloir expliquer qu'aujourd'hui, derrière ces chefs, il n'y a pas de masses, ou que, si elles sont derrière eux, c'est seulement parce qu'elles ne sont pas suffisamment éclairées.

La scission passe à travers les masses ouvrières elles-mêmes » (Radek en 1917).

C'est parce qu'elle fut incapable de reconnaître cette dure réalité, que l'avant-garde politique communiste se trouva « en retard » sur le mouvement de reprise (c'est-à-dire sur les premières manifestations de rupture des liens de dépendance entre les masses et l'opportunisme) de mouvements de masse qui allèrent jusqu'à la limite de la guerre civile entre la fin de l'année 1918

le 1^{er} janvier 1919, discours qui est pourtant le rappel vigoureux de l'essence révolutionnaire du marxisme, et la revendication vibrante d'un « retour au Manifeste du Parti Communiste » contre la répugnante pratique parlementariste et gradualiste de la II^e Internationale. Ce discours est, en effet, la démonstration éclatante que, dans la perspective spartakiste, la grève générale n'est pas une des manifestations et un des moyens de la révolution prolétarienne : elle est son unique manifestation et son unique moyen, au point de cacher aux yeux des prolétaires (c'est-à-dire, pour les communistes, d'exclure) l'insurrection armée et la fonction centrale et centralisatrice du parti, de l'unique parti révolutionnaire marxiste, dans l'insurrection.

Ce point est d'une importance vitale. Pour Rosa Luxemburg, la passation de pouvoirs de l'équipe de Guillaume II à celle d'Ebert-Scheidemann et la proclamation de la république étaient déjà une révolution, et non une simple re-

lève de la garde accomplie contre la révolution frémissante dans les entrailles de l'Allemagne ; elles étaient une révolution, avec tout « le caractère embryonnaire, insuffisant, incomplet », avec le « manque de conscience » de toute révolution purement politique. La « lutte pour le socialisme » ne commence que maintenant, c'est-à-dire lorsque la révolution « devient une révolution économique, tendant au bouleversement des rapports économiques, et par là même, et alors seulement, une révolution socialiste ». Le socialisme ne s'instaure pas à coups de décrets, fussent-ils promulgués par « le plus beau gouvernement socialiste » (le gouvernement et le printemps de l'année 1919. Ebert est donc, malgré tout, un gouvernement socialiste, et ses mesures sont « des mesures socialistes ») : « le socialisme doit être fait par les masses, par chaque prolétaire ; là où les chaînes du capital sont forgées, c'est là qu'elles doivent être brisées. Cela seulement est du socialisme, c'est ainsi seulement qu'on peut faire le socialisme. Et quelle est la forme extérieure de la lutte pour le socialisme ? La grève. C'est pourquoi nous avons vu que maintenant, dans la deuxième phase de la révolution, c'est la phase économique du mouvement qui est passée au premier plan ».

Le processus révolutionnaire est donc le suivant : retour aux méthodes de la lutte de classe ouverte et intransigeante ; extension des grèves à une échelle toujours plus large, depuis les villes jusqu'aux campagnes ; sous l'impulsion de ces grèves, les Conseils des ouvriers et des soldats acquièrent « un tel pouvoir que, lorsque le gouvernement Ebert-Scheidemann ou tout autre gouvernement similaire s'écroulera, ce sera véritablement le dernier acte ». Déduction logique : « La conquête du pouvoir ne doit pas se faire d'un seul coup, mais de façon progressive, en ouvrant une brèche dans l'Etat bourgeois jusqu'à en occuper toutes les positions et à les défendre pied à pied... Il s'agit de lutter pas à pas, au corps à corps, dans chaque région, dans chaque ville, dans chaque commune, pour arracher morceau par morceau à la bourgeoisie tous les instruments du pouvoir de l'Etat, et les transmettre aux Conseils des ouvriers et des soldats ». La lutte doit, sans doute, être menée avec une intransigeance et une dureté implacables ; mais son but n'est pas la destruction du pouvoir d'Etat bourgeois, mais sa destitution, et le moyen qui y conduit c'est de « miner le terrain, afin de le rendre mûr pour le bouleversement qui couronnera notre œuvre ». La révolution se fait donc « par en bas » : « Par en bas, où chaque patron se dresse face à ses esclaves salariés ; par en bas, où tous les organes exécutifs de la domination politique de classe se dressent face aux objets de cette domination, les masses. C'est là, en bas, que nous devons arracher pas à pas à ceux qui dominent leurs instruments de pouvoir et les prendre entre nos mains » : tâche bien plus difficile que celle des révolutions bourgeoises, « où il suffisait d'abattre le pouvoir officiel en son centre » !

Il s'agit là, dans l'ensemble, d'une représentation inversée du processus révolutionnaire : au lieu de la prise du pouvoir politique au niveau central (qui est également, et inséparablement, destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie), comme prémisses de la transformation économique, on a la conquête du pouvoir politique au niveau local, par les moyens de la lutte de classe poussée à son point culminant (la grève générale), comme acte ne faisant qu'un avec le « bouleversement des rapports économiques ». Au terme de ce processus, la catastrophe du régime bourgeois se produit comme la chute fracassante d'un arbre, sous lequel on a « miné le terrain ». Elle consiste, selon le « Programme » voté au congrès, en ce que les ouvriers « s'emparent du contrôle de la production et enfin de la direction effective de celle-ci ». Ce qui revient comme un leitmotiv obsédant dans cette con-

ception des spartakistes, c'est la vision des « masses prolétariennes qui, de machines sans vie appliquées par le capitaliste au processus de production, apprennent à devenir les gérants (Lenker) pensants, libres, autonomes, de ce processus » ; qui acquièrent « le sens de leurs responsabilités qui est le propre des membres actifs de la collectivité dans laquelle réside la possession de toute la richesse sociale » ; et qui, dans et par la lutte, acquièrent les « vertus socialistes » « de l'assiduité sans le knout du patron, du rendement maximum sans les garde-chiourme du capitaliste, de la discipline sans le joug, de l'ordre sans la soumission », en assimilant en outre les connaissances et les capacités indispensables pour diriger les entreprises socialistes, car « sans [ces vertus] l'émancipation de la classe ouvrière ne serait pas l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

On comprend donc pourquoi le Programme de la Ligue Spartacus devenue Parti Communiste d'Allemagne ne mentionne ni la guerre civile (avant et après la révolution) ni l'insurrection armée. On comprend pourquoi un chapitre entier (sur les trois chapitres du Programme) est consacré à la démonstration du fait que « la révolution prolétarienne n'a pas besoin d'utiliser la terreur... parce qu'elle ne combat pas des individus, mais des institutions, parce qu'elle ne descend pas dans l'arène avec de naïves illusions dont elle devrait venger dans le sang le démenti », parce qu'elle n'est pas « la tentative désespérée d'une minorité pour modeler le monde selon son idéal par la violence, mais l'action des masses gigantesques du peuple, appelées à remplir leur mission historique et à transformer la nécessité historique en réalité ». On comprend pourquoi la dictature du prolétariat n'apparaît dans le Programme que comme le moyen de « briser avec une énergie impitoyable et une poigne de fer » la résistance acharnée et féroce de la bourgeoisie retranchée dans ses innombrables Vendées et aidée par ses consœurs étrangères, c'est-à-dire avec un rôle purement défensif, et pourquoi elle se réduit, sous sa forme la plus générale, à l'« armement du prolétariat » et au « désarmement de la bourgeoisie », considérés comme deux aspects de la claire vision des buts, de la vigilance et de l'activité toujours en éveil des masses prolétariennes. On comprend pourquoi le parti, en tant que force non seulement agissante, et à plus forte raison éclairante, mais dirigeante, est absent et pourquoi la dictature du prolétariat est identifiée à la « véritable démocratie ». On comprend enfin pourquoi, dans sa trop célèbre critique de la révolution bolchevique, Rosa Luxemburg revendique le partage du pouvoir par tous les partis « ouvriers », ou du moins la liberté pour eux de vivre et de faire de l'agitation. On comprend pourquoi le Programme s'achève sur ces célèbres paroles :

« La Ligue Spartakus n'est pas un parti qui voudrait prendre le pouvoir en se servant des masses des travailleurs et en passant par dessus leur tête. Elle n'est que la partie du prolétariat la plus consciente du but, qui indique à chaque instant aux grandes masses ouvrières leurs tâches histo-

riques, et qui dans chacune des étapes de la révolution représente le but final socialiste et dans chacune des questions nationales, les intérêts de la révolution mondiale... La Ligue Spartacus refuse également de prendre le pouvoir pour la seule raison que les Scheidemann et Ebert ont fait faillite et que les indépendants se sont engagés dans une impasse en collaborant avec eux. Elle ne prendra jamais le pouvoir autrement que portée par la claire et indubitable volonté de la grande majorité de la masse prolétarienne en Allemagne, par l'adhésion consciente de celle-ci aux idées, aux buts et aux méthodes de lutte de la Ligue Spartacus. La victoire de la Ligue Spartacus ne se situe pas au début, mais à la fin de la révolution ; elle s'identifie à la victoire des masses gigantesques du prolétariat socialiste ».

Nous sommes revenus au point de départ. La conquête du pouvoir politique central n'est pas la prémisses nécessaire, indispensable, de la transformation économique (qui est en même temps une « transformation des hommes », une révolution des « consciences ») ; elle est le point d'arrivée d'un processus de conquête des leviers de commande politiques mais surtout économiques, « de bas en haut », par la force brute de l'action revendicative poussée à son plus haut niveau, la grève générale. Elle ne précède pas la réalisation, nécessairement longue et complexe, du socialisme ; mais elle coïncide avec cette réalisation même. Elle exprime l'adhésion complète de la classe ouvrière dans son ensemble aux buts du socialisme ; et le parti est le reflet de cette « prise de conscience » globale, et non l'organe de la conquête révolutionnaire préalable du pouvoir politique et de l'exercice dictatorial du pouvoir, en conjonction avec l'élan des masses laborieuses, élan instinctif mais influencé par le travail de propagande, d'agitation et d'encadrement du parti ; sinon, la révolution ne serait pas socialiste, puisqu'elle ne serait pas « l'œuvre des prolétaires eux-mêmes ».

La conclusion que nous pouvons tirer de ceci, c'est, avant tout, que cette conception s'écarte radicalement du marxisme restauré par la révolution bolchevique et, déjà, par la lutte théorique du parti de Lénine. Elle est au contraire une convergence (presque un magma) de courants étrangers au marxisme, qui vont du spontanéisme au socialisme d'entreprise, du conseilisme au syndicalisme révolutionnaire, de l'ouvriérisme à l'éducationnisme idéaliste et humaniste. C'est pourquoi il n'y a pratiquement pas de ligne de démarcation, à l'origine, entre le K.P.D. et le courant qui formera plus tard le K.A.P.D., d'une part, entre le K.P.D. et les multiples variantes du syndicalisme ou mieux de l'« unionisme » à la De Leon (y compris dans la version sans parti des I.W.W. ou des « shop stewards ») d'autre part. En deuxième lieu, la parabole ultérieure du mouvement communiste en Allemagne est incompréhensible (pour qui ne veut pas s'arrêter à la surface des choses, au jugement des individus, aux commérages des... « luttes de pouvoir »), si on ne remonte pas aux racines théoriques et politiques du mouvement.

(à suivre.)

PERMANENCES DU PARTI

- ♦ A PARIS : Nouvelle adresse : 20, rue Jean-Bouton, (12^e). Métro Gare de Lyon, escalier métallique au fond de la cour à gauche. Permanences : le samedi, de 15 h. à 19 h. et le dimanche, de 10 h. à 12 h.
- ♦ A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du « Prolétaire », 7, crs d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

VIENT DE PARAITRE

PROGRAMME COMMUNISTE

N° 56

AU SOMMAIRE

- ♦ L'anti-fascisme démocratique : un mot d'ordre anti-prolétarien qui a fait ses preuves.
- ♦ Sur Anton Pannekoek : Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes.
- ♦ En mémoire d'Amadeo Bordiga : VI. — Reconstruction de la doctrine et du parti. VII. — Vers un nouvel assaut prolétarien.

Le numéro : 4 F — Commandes au « prolétaire »

Le communisme est la destruction révolutionnaire du mercantilisme et de la démocratie

Pour la bourgeoisie et les opportunistes, Marx est certes un grand savant : dans la bonne ville de Trèves, sa maison natale abrite les locaux du parti social-démocrate du bienheureux Monsieur Willy Brand, prix Nobel de la Paix. Et Engels a aussi son musée. Ces grands savants, donc, qu'étaient Marx et Engels ont écrit des choses parfois pertinentes et dignes de figurer dans les manuels scolaires sur l'histoire du XIX^m siècle, et les affreux excès du capitalisme d'alors.

Mais pour le reste, affirment ces Messieurs, Marx, parce que c'était impossible pour les uns, par haine du dogmatisme pour les autres, n'a pas dit grand chose de précis sur le communisme. Le communisme est alors pour tout le petit peuple des personnes cultivées ce qu'est Dieu pour les théologiens : quelque chose de grand et de mystérieux, dont on pourrait dire, suivant la formule consacrée, plus facilement ce qu'il n'est pas que ce qu'il est. Dans nos belles démocraties modernes, cette opinion subtile est distinguée et d'ailleurs celle de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf personnes sur cent mille.

Par delà les inévitables querelles d'héritage entre philosophes, linguistes, maoïstes, ouvriéristes, anarchistes, curés de gauche, trotskystes, chacals staliniens et hyènes social-démocratiques, tout ce monde se sent les coudées bien franches pour arranger Marx suivant ses besoins du moment. L'Olympien Karl Marx devient alors un historien à bésicles, un sociologue génial, un économiste distingué, un moraliste austère, le précurseur de nouveaux messies, ou même, lyrisme oblige, le dernier des prophètes d'Israël.

Et l'on assiste alors à ce spectacle inévitable, auquel les contre-révolutions ont habitude le Parti Communiste, d'une bourgeoisie qui bavarde par ces cent bouches, et qui, terrorisée par le spectre pourtant lointain de la révolution, consulte comme un oracle le fondateur de la doctrine communiste, l'interroge, l'invoque et le fait parler intarissablement pour lui faire dire précisément le contraire de ce qu'il a dit : les formes de centralisation extrêmes du capital sont alors baptisées socialisme et la peinture rouge devient un minium prédestiné à protéger les installations industrielles en croissance rapide. Le bouledogue Brejnev et le mandarin Mao, aux applaudissements frénétiques de intelligentsia planétaire, s'affublent d'une fausse barbe marxiste pour présider au développement du capital sur les continents arriérés. Le plus solide capitalisme du globe dénonce les tares de ces concurrents plus jeunes comme stigmates du communisme : tout le monde parle du communisme, et ce brouhaha général est un rienement universel.

Nous qui connaissons la doctrine et la puissance des faits, nous n'en sommes pas outrés. Nous ne partageons pas le moins du monde la sottise idéologique et volontariste selon laquelle une bonne propagande pourrait chasser les quiproquos, dissiper les erreurs et faire reconnaître le communisme pour ce qu'il est. Le communisme n'est pas écrasé parce qu'il est méconnu. Il est méconnu parce qu'il est écrasé. Malheureusement pour les apologistes de l'éternité industrielle et démocratique, ce ne sont pas les prophéties qui provoquent les cataclysmes, et s'acharner à faire délirer ceux qu'on croit prophètes de malheur n'arrête pas les tremblements de terre. La révolution étant le produit de facteurs maté-

riels inexorables, aucune formule magique — même pas l'imprécation démocratique — ne pourrait la conjurer. Et toutes les falsifications hypocrites et savantes du communisme — au nombre desquelles justement la philistine affirmation que Marx n'a pas décrit la société qui succédera au capitalisme — n'arrêteront pas davantage la révolution qu'un sorcier n'empêche par ses rites, les tempêtes.

Dans ses affirmations doctrinales, Marx a été aussi précis qu'on peut l'être. Et c'est précisément un trait distinctif du communisme que d'être le premier mouvement révolutionnaire de l'histoire à même de prévoir son avenir : s'il n'avait pas une vision claire du but final, le Parti ne pourrait pas avancer dans les périodes de flux révolutionnaire, il ne pourrait pas veiller et prévoir dans les époques de reflux. Le Parti ne serait pas le parti sans la vision du but final et du chemin qui y conduit. Même aujourd'hui, en cette époque de fantastique accumulation de capital qui fait suite à la deuxième guerre mondiale, au plus noir de la contre-révolution, nous savons comme aux premiers jours de la doctrine ce qu'est le communisme.

Marx et Engels nous expliquent depuis 1845 qu'on ne peut avoir de doute sur sa nature : « Il ne s'agit pas de savoir quel but, tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se représente momentanément. Il s'agit de savoir ce que le prolétariat est, et ce qu'il sera obligé historiquement de faire, conformément à cet être. Son but et son action lui sont tracés, de manière tangible et irrévocable, dans sa propre situation comme dans toute l'organisation de la société bourgeoise actuelle ». Notre but est tangible et irrévocable. Irrévocable parce qu'il dépend de forces matérielles objectives. Tangible parce que, pour qui sait la comprendre, la critiquer et la combattre, la société bourgeoise donne une image en négatif de la société communiste.

Le Manifeste de 1847 indique les phases essentielles du bouleversement révolutionnaire : constitution du prolétariat en Parti, puis en classe dominante, et intervention despotique dans les rapports de production. La volonté prolétarienne broie les mécanismes mercantiles. Le monstre capital, qui condamnait l'humanité aux folles douleurs d'une accumulation sans limites, est écrasé.

Pour être plus explicites, consultons ce livre qui est lui aussi notre Programme révolutionnaire, « Le Capital » — livre non de science, mais de combat. On pourrait encore dire, livre de science parce que de combat, et, pour rappeler l'image de son auteur qui déclare que ce lourd pavé est le plus terrible missile qui ait jamais été jeté à la tête des bourgeois, mieux vaudrait finalement dire : livre de science du combat. Marx y décrit plusieurs fois, et de façon détaillée, le communisme.

Dans la première section, le chapitre qui traite des différentes formes de la valeur expose la « loi naturelle de l'évolution humaine ». Et cette exposition (qui semble abstraite parce qu'elle n'est que l'histoire sociale débarrassée de tous ses oripeaux idéalistes, de ses fantômes de grands hommes et de ses cimetières d'anecdotes) n'a d'autre but que d'annoncer, à travers les avatars de la valeur qui ne sont que le reflet de l'évolution des forces productives, la fin de cette parenthèse historique qui aura séparé les premières communautés primitives de la « reconstitution consciente de la société humaine ».

Marx alors annonce, avec l'apparence du calme scientifique, la mort du capitalisme, et décrit la société qui naîtra de ses ruines : « Représentons-nous enfin une réunion d'hommes libres, travaillant avec des moyens de production communs et dépendant d'un plan concerté leurs nombreuses forces de travail individuelles comme une seule et même force de travail. »

Par cette simple phrase, le communisme se trouve décrit. Encore faut-il savoir lire, et comprendre cette extrême simplicité, chose impossible à tous ceux que la société contraint à chausser les lunettes déformantes de la « science », là où il faudrait commencer par renier toute impartialité et prendre sa place dans le combat.

Mais Marx, le lutteur révolutionnaire, n'avait pas peur d'être simple, et parsema son gros ouvrage de petits tableaux presque idylliques de la société communiste. Dans le Livre II, on lit encore :

« Dans l'hypothèse d'une production socialisée, le capital argent disparaît. La société répartit la force de travail et les moyens de production dans les différentes branches d'industrie. Le cas échéant, les producteurs pourraient recevoir des bons de travail permettant de prélever sur les réserves de consommation de la société des quantités correspondant à leur temps de travail. Ces bons ne sont pas de l'argent : ils ne circulent pas. »

Et dans le Livre III, la même description est reprise :

« ... L'homme socialisé et les producteurs associés règlent de façon rationnelle leurs échanges organiques avec la nature, et les soumettent à leur contrôle commun, au lieu de se laisser dominer par la puissance aveugle de ces échanges ; et ils les accomplissent avec le moins d'efforts possible et dans les conditions les plus conformes à leur dignité et à leur nature humaine. »

De ces passages classiques, nous, qui ne sommes pas des amis de la nouveauté, tirons une conclusion simple et peu originale, quoique scandaleuse pour le capital et ses laquais : Le communisme est un mode de production régi consciemment par l'espèce humaine, dans lequel un organisme économique unique produit, d'après un plan unique, uniquement des valeurs d'usage. A l'intérieur de ce mode de production, qui ne connaît plus l'argent, le capital, la plus-value, le salaire et les intérêts individuels, Marx distingue deux phases : une première où la consommation sera réglementée, une seconde où elle ne le sera plus : le communisme inférieur et le communisme supérieur, ou, pour reprendre la terminologie de Lénine dans « L'Etat et la Révolution », le socialisme et le communisme.

Le communisme est donc bien tangible, même si ce caractère, qui

est du domaine doctrinal, est la meilleure réfutation des prétentions de tel ou tel empire attardé, sortant à même du Moyen Age, ou de plus loin encore, sous la direction d'un chel génial, et produisant en quantités croissantes des marchandises, de l'avoir réalisé en pratique, ne serait-ce que dans son degré inférieur, le socialisme : le socialisme est non mercantile. Et pour ceux, plus modestes et plus perfides, qui prétendent ces empires en « transition » vers le socialisme, indiquons que pour Marx, la condition de cette transition est la dictature du prolétariat, qui a pour rôle non d'accroître sans limites, mais de réduire constamment, et finalement de détruire la production de marchandises.

Bien que la réalité contemporaine soit la plus formidable négation du communisme de l'histoire, la plus profonde contre-révolution, le communisme est plus que jamais irrévocable. Et ce sont les penseurs de la bourgeoisie qui ont aidé à comprendre pourquoi il est inexorable. Etudiant la société de la propriété privée portée à son terme, à son épanouissement et pour ainsi dire à son exacerbation, ils ont abstrait peu à peu les catégories fondamentales qui donnent la clef de la compréhension du mouvement historique : prix, valeur, plus-value, échange, division du travail. Après Ricardo, Marx ajouta que la plus-value entraînait l'exploitation, et donc la révolution. Parce que révolutionnaire, il mit ces idées en ordre et en mouvement ; il avait trouvé le secret du mécanisme social : il prouvait du même coup le caractère transitoire du capitalisme, et montrait à la société l'image de son passé et de son avenir.

L'évolution des sociétés date de l'apparition de l'homme social, c'est-à-dire du travail : le groupe animal devient humain en interagissant entre lui et la nature son travail, et ses outils de travail. Le matérialisme historique développé par Marx et Engels étudie les évolutions et les révolutions sociales. Il définit les hommes luttant contre la nature avec leurs outils de travail comme les forces productives, et la façon dont ils sont organisés pour produire comme les rapports de production. La productivité sociale du travail mesure historiquement la domination de l'homme sur la nature. Et lorsqu'elle s'accroît, lorsqu'une forme sociale ne peut plus contenir les forces productives nouvelles apparues en son sein, on assiste à une révolution sociale qui brise l'enveloppe de la vieille société pour frayer la voie à une société nouvelle.

A la racine de ces bouleversements historiques, il y a le fantastique phénomène de la division sociale du travail, dont la connaissance est bien plus importante à l'intelligence du développement de l'humanité que ne l'est celle du corps de l'homme, dans laquelle des nœuds scientifiques cherchent parfois l'« ultima ratio » de l'histoire. A chaque type de société correspond une forme particulière de division du travail, et une société n'est bouleversée que lorsqu'a été bouleversée entièrement la division du travail qui en constituait la base.

Dans sa manifestation première, que l'on retrouve chez les animaux, la division du travail, comme donnée naturelle, correspond à la division entre les sexes. Elle est ensuite la cause de la division en classes de la société : elle crée la propriété, et l'échange. Les produits des travaux privés se mesurent d'abord accidentellement, puis de façon systématique, dans le troc, et enfin, par généralisation des échanges et élévation d'une marchandise particulière, dans l'argent. L'argent subsiste comme un cancer au flanc des sociétés pré-capitalistes, dès la fin du communisme primitif et l'apparition des « intérêts privés ». Puis, en Europe occidentale, sur la base d'un développement rapide des forces productives, il s'empare de la production elle-même, et emporte tout dans son tourbillon lorsqu'il se transforme en capital, qu'il devient l'âme et le nerf de la société en rencontrant cet être extraordinairement bizarre, libre à tous égards et dérivé de tout : le

travailleur salarié. Alors peuvent se développer pleinement toutes les formes fantastiques de la vie sociale, mirages de l'or, illusions de la bourse et miracles du crédit. Alors que Proudhon appelait le Créateur au secours de son économie politique, et que Bakounine fit venir le diable pour soutenir sa théorie de l'Etat, Marx rattacha tous les phénomènes sociaux à des causes purement naturelles, et expliqua du même coup le double mouvement qui conduit la société du communisme primitif au capitalisme, et du capitalisme au communisme : le premier vit s'épanouir la division du travail qui s'assujettit les producteurs et qui a pour conséquence l'apparition des échanges, de la valeur et du capital. Le second détruit systématiquement le capital, la valeur, l'échange et la division du travail : les classes disparaissent du même coup.

Et ce formidable mouvement historique, qui embrasse des milliards d'êtres humains, façonnés par la nature qu'ils façonnent, ne dépend d'aucune volonté humaine. Il s'impose aux individus, aux générations successives, aux classes en présence, qui ne peuvent intervenir qu'à certaines périodes bien déterminées : les crises. Marx l'appelle : « ein Naturprozess ». Un processus naturel. Aujourd'hui, où le capital s'est emparé de toutes les sphères ou presque de la vie sociale dans les grands pays industrialisés, l'alternative naturelle, objective, et nécessaire est : capitalisme ou communisme. La doctrine marxiste connaît simultanément capitalisme et communisme. L'un ne va pas sans l'autre. Qui n'a pas compris le communisme ne sait pas ce qu'est le capital. Mais qui sait ce qu'est le capital sait aussi ce qu'est le communisme. Entre un présent déplorable et un futur triomphant, nous tenons les deux extrêmes du fil du temps. De telle sorte que, contre les légions de perfectionneurs de doctrine, contre les sceptiques stipendiés, les militants communistes affirment avec une foi inébranlable que, quelles que soient les vicissitudes du mouvement d'émancipation du prolétariat, quels que soient les délais et les formes de l'agonie de la vieille société, quelles que soient les phases du combat, les ennemis seront les mêmes : Prolétariat et capital. Et sur le chemin qui conduit du capitalisme au communisme irrévocable, il n'y a, il ne peut y avoir, rien d'imprévu ni d'imprévisible.

Le marxisme ne se borne pas à expliquer l'évolution des forces productives matérielles à travers leurs périodes de développements pacifiques et de révolutions : il établit aussi qu'à chaque type d'organisation sociale correspond une forme déterminée de conscience, et une théorie politique correspondante, lorsque les classes sont apparues. Pour prendre les exemples les plus connus et les plus accessibles, nous dirons qu'au mode de production féodal correspond la théorie de la royauté de droit divin, au capitalisme la théorie démocratique. Et la théorie démocratique reste, pour employer l'expression de Marx, l'idéologie dominante de la société bourgeoise. Elle suppose que la société est constituée d'une réunion d'individus liés par un « contrat social ».

(Suite page 4)

LES TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- | | |
|--|--------|
| 1. Communisme et fascisme | 8,00 F |
| 2. Parti et classe | 4,00 F |
| 3. Le principe démocratique | 1,50 F |
| 4. Eléments d'orientation marxiste ; Les trois phases du capitalisme ; Guerres et crises opportunistes | 4,00 F |
| 5. Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme » | 5,00 F |
| 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes (en préparation). | |

(Commandes au " prolétaire ")

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur notre changement d'adresse. Celle-ci est désormais :

" LE PROLETAIRE "

B. P. 266

13211 - MARSEILLE CEDEX 1

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

(Suite de la page 3)

Les individus sont tous porteurs d'une parcelle de l'universelle raison, grâce à laquelle ils peuvent ensuite « manifester » leur volonté. Descartes n'est-il pas célèbre, non seulement dans la petite France, mais sur toute la planète pour sa fameuse et jadis révolutionnaire affirmation « Le bon sens est la chose du monde la mieux partagée » ? Ces individus donc, guidés par la raison qui est la même sous tous les climats, et stimulés par les progrès de la science qui doivent permettre à l'homme de se rendre « comme maître et possesseur de la nature » s'unissent en une société où ils sont libres et égaux en droits. La démocratie, ou liberté des personnes, trouvera son prolongement naturel dans la prospérité grâce à la liberté du commerce. Telle fut la théorie révolutionnaire des bourgeois révolutionnaires de l'époque des « lumières », luttant contre l'obscurantisme féodal : liberté des personnes, liberté du commerce, circulation universelle des marchandises, voilà le credo bourgeois. Et s'il nous fallait l'enfermer dans deux formules, en procédant, comme le républicain philosophe de Hollande, « morale géométrique », nous dirions :

Est démocrate celui qui considère que la volonté des individus est à la base de ce mécanisme qui crée la volonté générale, elle-même créatrice des constitutions.

Est mercantiliste, non au sens de l'école bien entendu, mais dans l'acception communiste du terme, celui qui considère la liberté du commerce comme le prolongement naturel et indispensable de la liberté des personnes.

Hors de la démocratie et du mercantilisme, il n'y a que despotisme et contrainte, c'est-à-dire violation de l'ordre naturel des choses.

Nous voyons donc que l'idéologie du prolétariat et celle du capital utilisent des outils théoriques tout différents : d'un côté citoyen, raison, volonté, constitution, société. De l'autre forces productives, division du travail, classes, état, partis. Et ces deux idéologies n'ont pas de commune mesure : l'une est illusoire, et l'autre révèle le mécanisme réel du mouvement historique.

Requiem pour Coopératives

(Suite de la 1^{re} page)

» appropriation est le principal but du socialisme ;
 » 2) les coopératives, étant des entreprises purement commerciales et soumises aux conditions de la concurrence, ont tendance à dégénérer en sociétés bourgeoises par actions ;
 » 3) les coopératives n'étant pas des organisations de lutte directe contre le capital peuvent engendrer et engendrent l'illusion qu'elles sont un moyen de résoudre la question sociale. »

Evidemment, les ouvriers conscients ont le devoir d'y rentrer pour faire de la propagande et de l'agitation à l'intérieur de celles-ci, comme le proclamait les thèses de V. I. C.

Actuellement, le système coopératif a du plomb dans l'aile à cause de la concurrence sur le marché. D'autre part, à l'origine, les fondateurs se dépenaient sans compter et parvenaient à maintenir la baraque à force de travail. Leurs fils leur ont succédé et sont devenus des fonctionnaires ; cela dura le temps que durent les roses, puis ils se sont éveillés à la triste réalité.

Voici un exemple : plus de la moitié ont fermé leurs portes, avec licenciements. Certains ouvriers, pour faire valoir leurs droits et comme leur syndicat ne voulait pas les défendre, ont été obligés de s'adresser au syndicat chrétien ! Et malgré cela la situation n'était guère brillante, financièrement parlant. Aussi les dirigeants viennent de faire une espèce d'abjuration, dans le modèle du parti social-démocrate allemand à Bad Godesberg.

Voici d'abord quelques chiffres. En 1964, les coopératives de consommation représentaient 3,2 % du commerce de détail, soit 8,1 milliards de francs belges. En 1970, ce pourcentage tombe à 2,1 % avec 9,8 milliards de francs belges. Le citoyen Ra-

Le communisme est la destruction révolutionnaire

Marx savait parfaitement que l'idéologie démocratique moderne est un pur produit du capital. Dans le chapitre du Livre I, que nous avons déjà cité, « le caractère fétiche de la marchandise et son secret », il surprend pour ainsi dire, le capitalisme en train de secréter l'idéologie démocratique :

« Une société où le produit du travail prend généralement la forme de marchandise et où par conséquent le rapport le plus général entre les producteurs consiste à comparer les uns aux autres leurs travaux pris à titre de travail humain égal, et, sous cette enveloppe de choses, à comparer les uns aux autres leurs travaux privés à titre de travail humain égal, une telle société trouve dans le christianisme, avec son culte de l'homme abstrait, et surtout dans ses types bourgeois protestantisme, déisme, etc., le complément religieux le plus convenable. »

Nous voyons ici le capitalisme hériter du passé l'idéologie religieuse et tailler ainsi dans les livres théologiques un habit convenable aux ambitions politiques des marchands. Mais Marx aurait aussi bien pu ajouter : « une telle société trouve dans la démocratie, avec son culte du citoyen, son complément religieux le plus convenable ». Dans les « Fondements de la critique de l'Economie politique », bien avant la parution du capital, il avait écrit :

« La forme économique — l'échange — implique absolument l'égalité des sujets, tandis que le contenu et la matière des individus et des objets incitant à l'échange impliquent la liberté. »

Contrairement aux modes de production qui l'ont précédé, le capitalisme ne connaît pas de liens de dépendance personnelle à l'égard du souverain, du maître ou du seigneur : les individus y sont libres et égaux. Mais leur liberté et leur égalité apparente n'est que la conséquence de leur soumission réelle et rigoureuse au nouveau despote de la société, qui tire les

ficelles du fond de la coulisse : ce qui impose un mouvement nécessaire aux salariés exploités et aux patrons qui les exploitent, c'est le capital, puissance invisible et souterraine. Il a pris possession de la société, il l'enserme dans ses chaînes d'or et il en rythme le mouvement, afin que naisse la plus-value de la circulation universelle des marchandises. Et c'est la ronde des marchandises, libres de s'échanger, fraternelles dans leur promiscuité et égales devant la valeur qui est la base réelle de la démocratie moderne, si différente de l'antique. Mais les marchands voient le monde à l'envers. Ils attribuent à l'homme en général, ce qui n'est que la particularité des marchandises. Et ils considèrent les individus comme les sujets de l'histoire, alors qu'ils ne sont que les pâles ombres du monde réel : celui de l'accumulation du capital.

Que la démocratie soit la superstructure idéologique adéquate de la société du mercantilisme généralisé ne fait pas de doute pour Marx. Et il le dit sans le moindre équivoque :

« Non seulement l'égalité et la liberté sont respectées dans l'échange fondé sur les valeurs, mais l'échange de valeurs est la base productive de toutes les libertés et de l'égalité. A titre d'idées pures, elles n'en sont que les expressions idéalisées. »

Alors que la démocratie voit dans la société le résultat de l'activité et de la volonté des « personnes humaines », des « individus », Marx reverse cet édifice illusoire, et démontre qu'elle n'est que le reflet, qui se croit libre, de la circulation des marchandises régies par des lois rigoureuses et impersonnelles.

Maintenant, s'il nous fallait résumer notre propos, en quelques formules « populaires », suivant le mode des magazines, nous ne serions pas effrayés par l'audace de l'entreprise. Nous ferions appel au bon Sully, et nous lui mettrions dans la bouche la formule suivante : « Telles sont les mamelles de la société bourgeoise : démocratie et mercantilisme, bavardage et marchandage. »

Il importe donc au plus haut point que le parti du prolétariat, qui a pour but la destruction du mercantilisme, ne succombe pas aux séductions de l'idéologie démocratique. Les partis dépendant de Moscou et de Pékin prônent la démocratie socialiste comme idéal constitutionnel. En Russie, l'Etat a cessé d'être en théorie depuis bien longtemps l'Etat de dictature du prolétariat pour devenir l'Etat du peuple tout entier. En Chine, c'est par la démocratie nouvelle qu'on a opéré une si imperceptible transition à une « dictature du prolétariat » qui se confond avec la « ligne du Président Mao », que beaucoup de gens ne savent exactement à quel moment précis situer ce bond révolutionnaire.

Tous ceux qui se réfèrent par contre aux premiers congrès de l'Internationale Communiste, authentiquement marxiste dans ses principes, celle-là, savent qu'à la démocratie en général, pure, progressive, socialiste ou autre, Lénine oppose la dictature du prolétariat. La démocratie est la dictature du capital. Ce que pensent les communistes de la démocratie comme forme de gouvernement ne fait pas pour eux le moindre problème, dans les aires géographiques où la révolution démocratique bourgeoise a été accomplie depuis longtemps. Sur ce sujet, ils n'ont qu'à s'en tenir à l'opinion que Engels formula, avec une belle énergie, dans un article du 4 novembre 1843 :

« La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie (...). La liberté politique est un simulacre, et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique ; c'est pour quoi il faut réduire en pièces la démocratie, aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement. Cette forme hypocrite ne doit pas subsister. La contradiction doit apparaître au grand jour : ou bien une authentique liberté, ainsi qu'une authentique égalité, et cela signifie le communisme. »

Dans l'Internationale Communiste de 1919, les bolchévicks

reprirent donc la critique classique de la démocratie, en expliquant que l'égalité politique n'avait aucun sens lorsqu'il existait des salariés, que la classe dominante disposait des journaux, des tribunaux, des écoles et des prisons pour former les esprits à la servilité et à la soumission, et que si l'on voulait attendre une pacifique évolution des mentalités, l'heure de la révolution ne sonnerait jamais.

Malheureusement, la Troisième Internationale ne poussa pas la critique de la démocratie au point de reconnaître que c'est le principe démocratique lui-même qui ne signifie rien aux yeux des communistes. Elle employa les expressions de démocratie ouvrière et de démocratie de Parti, ou de centralisme démocratique. Jugeant le principe étranger au communisme, nous repoussons ces expressions. Ce qui permet l'intelligence du développement historique n'est pas la plus ou moins grande « liberté d'expression » dont disposent les prolétaires dans les syndicats et dans le parti. Outre qu'une telle conception est individualiste et subjectiviste, elle mène à la désastreuse opposition bourgeoise entre « bureaucratie » et « démocratie ».

Lorsque les « bureaucrates », c'est-à-dire les agents de la bourgeoisie dominant dans le mouvement ouvrier, c'est la conséquence d'un rapport de force objectif entre les classes : le capitalisme triomphe matériellement, en dehors de tout fait de conscience : les marchandises se vendent, les prolétaires sont exploités, et les profits rentrent. Dans une telle situation, les communistes prennent acte du rapport de forces momentané, tout en continuant à avancer leur ligne revendicative et leur ligne politique, de la plus petite revendication au but final. Ils savent que la « démocratie ouvrière » dans le seul sens où elle est désirable, c'est-à-dire comme « activité révolutionnaire des masses » résultera non des heureux effets d'un habile slogan, mais d'une modification du rapport de forces, d'un approfondissement de la crise du capitalisme, et qu'appeler la venue de la crise ne la suscite pas nécessairement : c'est une question de phase historique.

Par contre, revendiquer la « démocratie ouvrière », peut conduire les prolétaires à penser qu'ils forment une « république » à part, à l'écart des bourgeois, et qu'il n'existe entre eux que des « divergences » d'opinion qui seront résolues par la discussion.

Cette opinion serait bien entendu mortelle. Elle ferait passer pour secondaires les oppositions entre la ligne politique communiste et les autres, et noierait dans un océanisme écoeurant les positions révolutionnaires. Elle préparerait l'embrassade entre le bourreau et la victime, c'est-à-dire l'étranglement des révolutionnaires par les réformistes.

Dans les assemblées prolétaires, même quand l'atmosphère est à l'unité, ou plutôt surtout lorsqu'elle est à l'unité, les communistes doivent adopter une position de combat contre les réformistes, en les dénonçant impitoyablement. Ils doivent montrer, là où les ouvriers voient encore la démocratie, le rapport de forces. Ils doivent préparer et revendiquer, au nom des revendications prolétaires et communistes, l'extermination des agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier.

Ceux qui réclament la « démocratie ouvrière » aux vieux traités de cinquante ans de contre-révolution, ceux qui laissent entendre qu'ils sont des révolutionnaires et qu'ils ne demandent qu'à collaborer honnêtement dans le cadre de la « démocratie ouvrière » avec les réformistes aujourd'hui tout-puissants, ceux-là sèment des illusions dans le mouvement ouvrier : mieux vaudrait pour eux qu'on leur attache une pierre autour du cou, et qu'on les jette au fond de la mer.

Ceux qui théorisaient le « respect de la démocratie » parmi les ouvriers, comme les bourgeois le théorisent au niveau de la société tout entière, ceux-là s'inclineraient devant toutes les majorités ouvrières, au nom du respect de l'« expression des individus ». Ceux-là seraient de ridicules singes de la bourgeoisie : ils seraient chauvins quand les ouvriers sont chauvins, réactionnaires quand ils sont réactionnaires, etc... En réa-

lité, jamais les communistes ne s'inclinent devant la démocratie. Ils ne connaissent que des rapports de forces, et guident leur action sur leurs principes.

C'est pour cette même raison que notre Parti a substitué au terme « centralisme démocratique » celui de « centralisme organique » qui a l'avantage de ne faire aucune référence à un principe bourgeois. Le Parti est fondé sur sa théorie, et sur ses principes. De ces principes découle une rosace d'éventualités tactiques, qui ne peuvent pas être mises en discussion. Il n'y a donc pas de place dans le Parti pour le « libre choix », le « libre débat » ou les « consultations ». Lorsque le Parti est fort, il ne doit pas y avoir de doute dans ses rangs sur l'opportunité d'appliquer telle ou telle tactique plutôt que telle autre. L'appel à la « consultation interne » est un aveu de défaite pour le Parti : il entérine le fait qu'une question n'a pu être tranchée en doctrine, et prouve la présence de militants qui ne se sont pas débarrassés de l'idée qu'il peut y avoir quelque chose de commun entre une notion de nombre, et une notion de justesse politique. De plus, tout comme la démocratie ouvrière, la démocratie de Parti tend à faire passer au premier plan la question de forme et à reléguer le problème politique à l'arrière-plan, alors que les divergences au sein du Parti, pour peu qu'elles se prolongent, se transforment en lutte entre idées communistes et idées bourgeoises. Dans ce cas, la « démocratie de Parti » peut susciter de déplorables réflexes, et retarder la nécessaire scission entre communistes et renégats. Elle est encore une arme de la bourgeoisie.

Le marxisme identifie la pensée démocratique comme forme de conscience de la société mercantile, et sa critique révolutionnaire, de la critique de la base économique de la société marchande à celle de ses institutions politiques, est un tout unique et monolithique. Parce qu'il a compris que les « éternels principes », les « idées pures » de liberté et d'égalité sont reliées à leur base dernière, la production capitaliste, le Parti Communiste mène une lutte de tous les instants, acharnée et soupçonneuse, contre l'hydre démocratique : car la démocratie est le parfum naturel de la civilisation capitaliste. Ce n'est pas un hasard si en dehors du Parti Communiste, tous la respirent inconsciemment : les bourgeois impérialistes, qui sont égoïstes de peuples et démocrates, les socialistes-impérialistes qui accusent les gouvernements des monopoles de fouler aux pieds l'authentique démocratie, les maoïstes et les trotskystes qui reprochent aux « bureaucrates » de ne pas respecter la « démocratie ouvrière » ou de violer le « centralisme démocratique ». Tous vénèrent la démocratie. Tous sont les seuls démocrates. Et la démocratie, invisible et présente, toute-puissante et insoupçonnée, agite son troupeau de marionnettes.

Le Parti marxiste, lui, ayant éliminé toute démocratie, infection idéaliste et indéterministe, strictement cramponné à son programme et se guidant sur la connaissance de la réalité que lui donne son combat, n'a besoin d'aucune consultation pour décider, à tout moment, de sa tactique : de la critique du mercantilisme à la critique de la démocratie, le maximum est un tout cohérent et compact. Aux trompeurs mots d'ordre bourgeois de liberté des opinions, des individus, et du commerce, il appose sa sûre doctrine, liée au but final, solide comme l'acier, sans une paille de démocratie : dictature du prolétariat, dictature du parti, dictature des principes.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1972

LISTE N° 7

Paris, Juin, 189,90 ; Réunion publique Paris, 151,70 ; Barblère, 10 ; Piccino pour la presse, 89,50 ; Soutien Marie-Louise, 10,40 ; Soutien Catherine, 15 ; Christian, 31 ; Soutien Jean, 10 ; Soutien Jean, 75 ; Soutien Michel, 5 ; R. et R., 40 ; Louis soutien, 5 ; S., 140 ; François, 120 ; Cavillon, 70 ; André, 110.
 Total liste n° 7... 1.072,50 F
 Total précédent... 25.043,48 F
 Total général... 26.115,98 F